

Abstracts / Résumés

Volume 45, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/llt45abs01>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Canadian Committee on Labour History

ISSN

0700-3862 (imprimé)

1911-4842 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

(2000). Abstracts / Résumés. *Labour/Le Travailleur*, 45, 385–393.

ABSTRACTS / RÉSUMÉS

Fighting the Sweatshop in Depression Ontario: Capital, Labour and the Industrial Standards Act

Marcus Klee

THE JUDICIAL AND POLITICAL FAILURE of Prime Minister R.B. Bennet's New Deal legislation shifted the struggle to reconstitute capitalism to the provincial and municipal levels of the state. Attempts to deal with the dislocations of the Depression in Ontario focused upon the "sweatshop crisis" which came to dominate political and social discourse after 1934. Ontario's Industrial Standards Act (1935) was designed to bring workers and employers together under the auspices of the state to establish minimum wages and work standards. The establishment of New Deal style industrial codes was premised on the mobilisation of organized capital and organized labour to combat unfair competition, stop the spread of relief-subsidized labour, and halt the predations of sweatshop capitalism. Although the ISA did not bring about extensive economic regulation, it excited considerable interest in the possibility of government intervention. Workers in a diverse range of occupations, from asbestos workers to waitresses, attempted to organize around the possibility of the ISA. The importance of the ISA lies in what it reveals about the nature of welfare, waged labour, the union movement, competitive capitalism, business attitudes to industrial regulation, and the role of the state in managing the collective affairs of capitalism. The history of the ISA also suggests that "regulatory unionism," as described by Colin Gordon in his work on the American New Deal, may have animated key developments in Canadian social, economic and labour history.

APRÈS L'ÉCHEC JURIDIQUE ET POLITIQUE du premier Ministre R.B. Bennet et de sa loi pour un New Deal, la lutte pour reconstituer le capitalisme passa aux niveaux provinciaux et municipaux. Les efforts entrepris pour composer avec les bouleversements que la Dépression en Ontario avaient causés se sont concentrés sur « l'exploitation des travailleurs » qui finit par dominer les débats politiques et sociaux après 1934. La Loi sur les normes industrielles de l'Ontario (1935) avait été conçue pour réunir les travailleurs et les employeurs, sous les auspices de l'État, dans le but d'établir le taux du salaire minimum et des normes de travail. L'établissement de codes industriels du genre New Deal était fondé sur le principe de la mobilisation du patronat et des syndicats pour combattre la concurrence injuste, mettre fin à l'expansion du travail subventionné par l'aide humanitaire, et mettre fin à la rapacité du capitalisme dans son exploitation des travailleurs. Bien que la loi sur les normes industrielles n'ait pas apporté de réglementation économique extensive, elle suscita beaucoup d'intérêt, vu les possibilités d'une intervention de l'État. Les travailleurs, dans toute une gamme de métiers allant des ouvriers de l'amianté jusqu'aux employés de la restauration, essayèrent donc de s'organiser en fonction de ces possibilités de la loi. La loi est importante par ce qu'elle révèle sur la nature de l'aide sociale, des gages des travailleurs, du mouvement syndical, du capitalisme concurrentiel, de l'attitude du monde des affaires envers la réglementation industrielle, et du rôle de l'État dans la gestion des affaires collectives du capitalisme. L'histoire de la loi semble en outre indiquer que le « syndicalisme réglementaire », tel que Colin Gordon l'a décrit dans son ouvrage sur le New Deal américain, a peut-être suscité des développements majeurs dans l'histoire sociale, économique et ouvrière du Canada.

The State and Employers' Associations in British Columbia: 1900-1932

Andrew Yarmie

THROUGH A CASE STUDY of British Columbia employers' associations this article examines the complexity of capital/state/labour relations during the early 20th century. To evaluate the sources of employers' strength and to determine the restrictions placed on their dominance, this study uses current theories of the state as a framework. They provide opportunities to examine British Columbia's governments as being either a "captive state," in a position of "relative autonomy," or "autonomous." No single theory explains the events of this period. In some sectors of the economy, employers were able to control state policy, but the contradictions created by the state's two primary objectives of capital accumulation and legitimation ensured that it would take steps to retain its autonomy in order to maintain capitalist class institutions.

AU MOYEN D'UNE ÉTUDE DE CAS des associations d'employeurs de la Colombie-Britannique, cet article examine la complexité des relations entre le patronat, l'État et les syndicats au début du 20^e siècle. L'étude utilise des théories modernes sur l'État-encadrement pour évaluer l'origine de la force des employeurs et préciser les restrictions qui ont limité leur dominance. Ces théories permettent d'examiner les gouvernements de la Colombie-Britannique comme étant soit un « état captif », soit dans une position d'« autonomie relative », ou encore « autonome ». Aucune théorie ne peut à elle seule expliquer les événements de cette période. Dans plusieurs secteurs de l'économie, les employeurs ont pu diriger la politique de l'État, mais les contradictions créées par les deux principaux objectifs de l'État - accumulation de capitaux et légitimation - ont assuré que le gouvernement prendrait des mesures pour maintenir son autonomie afin de conserver les institutions de la classe capitaliste.

From Dust to DUST to Dust: Asbestos and the Struggle for Worker Health and Safety at Bendix Automotive

Robert Storey and Wayne Lewchuk

IN THE MID-1970S WORKERS and local union activists at Bendix Automotive in Windsor, Ontario, became aware that the brake shoes they manufactured contained asbestos and that the dust that regularly filled the air in sections of the company's two plants contained asbestos dust. Within the context of growing concern among Ontario workers and unions for greater health and safety protection, workers and local United Automobile Workers' (UAW) union activists at Bendix pressured the company and the Ontario government to clean up and/or eliminate asbestos from their workplace. In the midst of this struggle Bendix management announced that, for solely economic reasons, it was closing down its operations in Windsor. The shutdown, roundly decried by Bendix workers and union activists, nevertheless highlighted the tensions and contradictions confronting workers and unions in the area of health and safety. That is, while Bendix workers wanted their workplace to be safe and healthy, they also wanted and needed their jobs. At the same time, local and national union UAW officials, while trying to secure a safe and healthy working environment for their members, confronted the possibility of the plant shutting down if they pushed too hard on asbestos. In the end, the ability of Bendix to close down its operations, with minimal legal and no statutory sanctions, demonstrated the power of corporate capital and the conflicting and constrained nature and extent of workers' choices under capitalism in the arena of worker health and safety.

AU MILIEU DES ANNÉES 70, les ouvriers et les activistes de la section locale de Bendix Automotive, à Windsor en Ontario, se rendirent compte que les sabots de freins qu'ils fabriquaient contenaient de l'amiante et que la poussière qui flottait dans l'atmosphère de plusieurs parties des deux usines de la société contenait de l'amiante. Vu l'importance toujours accrue accordée par les travailleurs et les syndicats de l'Ontario à l'obtention de meilleures conditions de salubrité et de sécurité, les travailleurs et les syndicalistes de la section locale du syndicat des *Travailleurs unis de l'automobile* (UAW) firent des pressions sur Bendix et sur le gouvernement de l'Ontario pour que la société nettoie ou élimine l'amiante de leur lieu de travail. Pendant ces pourparlers, la direction de Bendix annonça que, pour des raisons uniquement économiques, elle fermait ses usines de Windsor. Cette fermeture, vivement décriée par les ouvriers et les syndicalistes, a néanmoins mis

en relief les tensions et les contradictions auxquelles s'exposent les ouvriers et les syndicats en matière de santé et de sécurité. C'est à dire que, même si les ouvriers de Bendix voulaient travailler dans des conditions salubres et sécuritaires, ils voulaient aussi garder leur emploi car ils en avaient besoin. En parallèle, les cadres des syndicats local et national, tout en essayant d'obtenir un milieu de travail sain et sécuritaire pour leurs membres, faisaient face à l'éventualité que l'usine ferme ses portes s'ils insistaient trop sur la question de l'amiante. En fin de compte, le fait que Bendix ait pu mettre fin à ses opérations avec des sanctions minimales et sans pénalités imposées par la loi, montre le pouvoir du grand patronat, ainsi que l'étendue et la nature opposée et contraignante des choix dont les ouvriers disposent sous le règne du capitalisme en matière de santé et de sécurité en milieu de travail.



Public Lecture

1999 Robert S. Kenny Prize for Labour/Left Studies

David Frank,
"Cape Breton Red: J.B. McLachlan &
Canadian Labour Radicalism"

Friday April 28, 4 PM
Claude Bissell Building, 140 St. George Street (2nd Floor)
University of Toronto

INTERNSHIP

The Canadian Committee on Labour History has a program of graduate support in the Department of History at Memorial University of Newfoundland. Initiated in September 1994, an internship worth \$12,000 per annum is available to a graduate student in Canadian or Newfoundland labour and working-class history.

The successful candidate will work with the editor and the editorial team of *Labour/Le Travail* and gain experience in scholarly editing and publishing.

For more information contact:
Graduate Co-ordinator,
Department of History,
Memorial University,
St. John's, NF A1C 5S7 CANADA

EUGENE A. FORSEY PRIZE IN CANADIAN LABOUR AND WORKING-CLASS HISTORY

The Canadian Committee on Labour History is pleased to announce the fourth Eugene A. Forsey Prize competition. The CCLH invites submissions for the Forsey prize competition for graduate and undergraduate work on Canadian labour and working class history.

Three prizes are awarded annually: two prizes of \$250 each for the best undergraduate essays, or their equivalents, written in the academic year 1999-2000, and one prize of \$500 for the best graduate thesis completed in the past three years. Separate committees will award the prizes.

Undergraduate essays may be nominated by class instructors or authors may submit their own work. Essays not written at a university or college may be considered for the undergraduate award. For the graduate prize, supervisors may nominate one thesis per competition or an author of a thesis may submit a copy. Both MA and PhD thesis are welcome. The deadline for submissions is 1 June. Prizes will be announced in the Fall issue of *Labour/Le Travail*.

Four copies of essays and one copy of a thesis must be submitted to:

Forsey Prize
Canadian Committee on Labour History
Faculty of Arts Publications, FM2005
Memorial University
St. John's, NF A1C 5S7

CANADIAN COMMITTEE
ON
LABOUR HISTORY



JOURNAL

Labour/Le Travail is the official publication of the Canadian Committee on Labour History. Since it began publishing in 1976, it has carried many important articles in the field of working-class history, industrial sociology, labour economics, and labour relations. Although primarily interested in a historical perspective on Canadian workers, the journal is interdisciplinary in scope. In addition to articles, the journal features documents, conference reports, an annual bibliography of materials in Canadian labour studies, review essays, and reviews. While the main focus of the journal's articles is Canada, the review essays and reviews consider international work of interest to Canadian labour studies. Many of *Labour/Le Travail's* articles are illustrated and each issue is book length, averaging 350+ pages.

SUBSCRIPTION RATES: Canada (For.) — Individual \$25 (\$30 US);
Institutional \$35 (\$50 US); Student/Retired/Unemployed \$15 (\$25 US)

BOOKS

Recent publications of the Canadian Committee on Labour History

A Memoir of the Spanish Civil War: An Armenian-Canadian in the Lincoln Battalion, D.P. (Pat) Stephens, edited by Rick Rennie
ISBN 1-894000-02-1, paperback, \$24.95

The Woman Worker, 1926-1929, edited by Margaret Hobbs and Joan Sangster
ISBN 1-894000-01-3, paperback, \$24.95

Patrick Lenihan: From Irish Rebel to Founder of Canadian Public Sector Unionism, edited by Gilbert Levine, ISBN 1-894000-00-5, paperback, \$19.95

Cold Warrior: C.S. Jackson and the United Electrical Workers, Doug Smith,
ISBN 0-9695835-7-5, paperback \$24.95

Send orders with payment to the Canadian Committee on Labour History,
c/o Faculty of Arts Publications, FM 2005, Memorial University,
St. John's, Newfoundland, CANADA, A1C 5S7 (All foreign orders, please remit in US dollars.)
Telephone: (709) 737-2144, Facsimile: (709) 737-4342
For more information, visit our web site: <http://www.mun.ca/cclh/>

LABOUR / LE TRAVAIL

L/LT is a bilingual semi-annual review dedicated to the broad, interdisciplinary study of Canadian labour history. Holding to no rigid position on the definition of labour, the Editorial Board hopes to foster imaginative approaches to both teaching and research in labour studies through an open exchange of viewpoints.

The Board feels that Canadian history lacks a sufficient understanding of the lives of workers. Productive human energy has played a vital role in the development of Canadian society. Our common life has also been richly endowed with the cultural contributions of generations of working men and women. It will be the constant endeavour of *L/LT* to rectify an all too general Canadian ignorance of these legacies.

The Board welcomes the submission of articles dealing with the following: trade and industrial union organization; social and cultural aspects of the lives of workers; questions relating to labour in politics and the economy; the impact of labour problems on local communities and on various ethnic, cultural and national groups; biographical treatments of union leaders or radicals associated in some way with the labour movement; labour ideologies of reform or revolution; and comparative studies of labour in other countries which shed light on the Canadian situation.

Articles should be submitted to the *L/LT* office in duplicate. If they have been prepared on a word processor or computer, please provide appropriate information and include a disk. Upon receipt they are reviewed by the editor and if the article fits the journal's editorial mandate and is felt to be of reasonable quality, a file is opened and the manuscript is sent out for review. The referees generally include both members and non-members of the editorial board. When the referees' reports are received, the editor compiles them, makes a final decision upon the manuscript based on the referees' views, and reports to the author. The author always receives the readers' reports and is invited to respond to them. Articles may be rejected, accepted without revision (rarely), accepted with revision (frequently), or accepted subject to substantial revision and resubmission to one of the original readers to insure that the revisions are adequate. Upon acceptance of an article authors are asked to sign our permission to print form.

La revue *L/LT* se consacre à l'étude interdisciplinaire de l'histoire des travailleuses et des travailleurs du Canada. Les articles sont publiés dans les deux langues officielles du pays. Le Comité de rédaction n'établit aucune définition particulière du travail et désire plutôt que la revue serve de carrefour afin de permettre un fructueux échange d'opinions entre les diverses écoles d'interprétation.

La rédaction est convaincue que l'histoire canadienne ne peut se passer d'une connaissance du monde ouvrier dans toutes ses dimensions. La société canadienne n'aurait pu se développer sans la contribution de générations de travailleuses et de travailleurs. Pour remédier aux oublis du passé, *L/LT* se propose de faciliter la reconstitution de cette histoire et de la rendre plus accessible.

Afin d'atteindre ces buts, nous sollicitons des manuscrits sur des aspects du monde ouvrier tels que: les syndicats de métier et d'entreprises, les non-syndiqués(ées), les conditions de vie des travailleurs(euses), les mouvements radicaux et réformistes liés au monde ouvrier, l'impact politique, économique et social du syndicalisme, les idéologies ouvrières, ainsi que les études sur les travailleuses et les travailleurs de tous les pays dans la mesure où elles contribueront à la connaissance du milieu canadien.

Les textes doivent être soumis en deux exemplaires. Les articles rédigés sur ordinateur ou sur machine de traitement de texte doivent être accompagnés d'une copie sur support électronique et des informations nécessaires. Les textes sont soumis à un comité de rédaction. S'ils sont conformes aux principes éditoriaux et aux exigences de qualité de la revue, un dossier est ouvert et le manuscrit est envoyé au comité de lecture. Celui-ci inclut des membres du comité de rédaction ainsi que des lecteurs ou lectrices externes. Sur réception des rapports d'évaluation, le rédacteur de la revue prend une décision finale basée sur les critiques reçues et la transmet à l'auteur. Les personnes qui soumettent des textes reçoivent toujours les rapports de lecture et sont invitées à y répondre. Les articles peuvent être refusés, acceptés sans révision (rarement), acceptés avec révision (fréquemment), ou acceptés après révision de fond et l'avis de l'un des membres du premier comité de lecture. Lorsqu'un texte est accepté pour publication, les auteurs signent l'autorisation de publication.